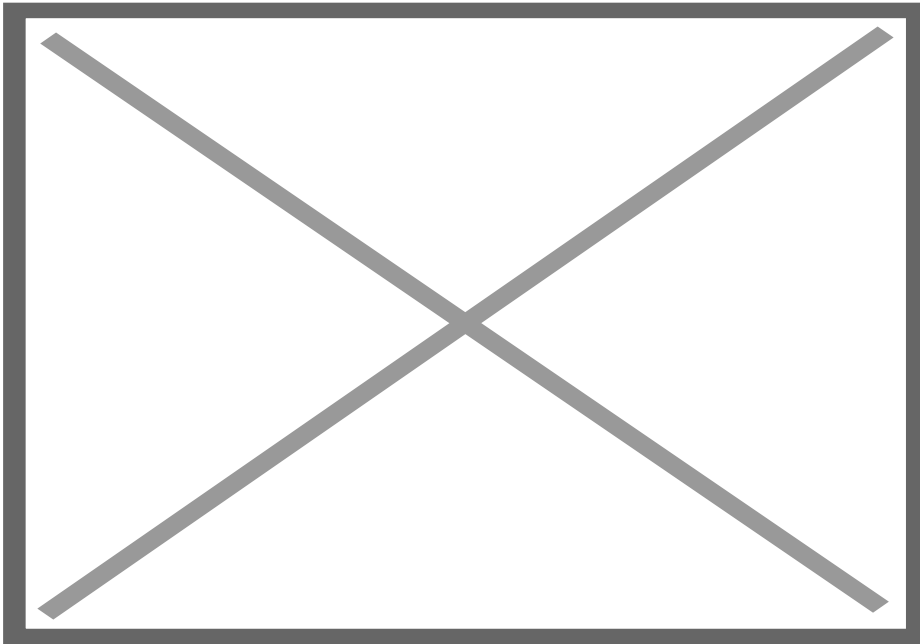


Victoire de BDS : Comment des associations tunisiennes ont bloqué un cargo israélien

Description

Ahmed Abbès, David Palumbo-Liu le 25/08/2018



En ce mois d'août, l'Union générale tunisienne du travail, principale fédération de travailleurs de Tunisie, et la société civile tunisienne ont réussi à faire rebrousser chemin à un cargo qui essayait de débarquer ses marchandises dans le port tunisien de Radès.

Le 31 juillet, la Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël, association affiliée au mouvement BDS, a appris qu'un navire appelé *Cornelius A*, exploité pour le compte de la compagnie de navigation israélienne ZIM, devait faire escale le 5 août dans le port tunisien de Radès. Ce navire appartient à la compagnie turque Arkas, qui a un « Accord de Partage de Navires » avec ZIM.

D'après le Jerusalem Post, un appel est alors arrivé de syndicats palestiniens, d'un syndicat local tunisien et de militants du boycott, d'investissement et sanctions (BDS) pour empêcher le navire d'entrer dans le port. La réussite de l'arrêt du bateau a été une victoire significative pour le mouvement de boycott, d'investissement et sanctions, qui a pris naissance en 2005 dans la société civile palestinienne et appelle la communauté internationale à cesser toutes relations normales avec les institutions de l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il accorde aux Palestiniens les droits qui leur sont dus conformément au droit international.

Au cœur de ce rapport de forces entre la compagnie maritime et la société civile tunisienne et les syndicats de travailleurs se trouvait la question de la normalisation des relations entre la Tunisie et Israël. L'affaire s'est conclue avec une victoire décisive du mouvement BDS, mettant en lumière le combat plus attendu

pour honorer le droit international qui a déclaré interdit le commerce des marchandises produites dans les Territoires Palestiniens Occupés.

Le mouvement BDS est fière à être inventif pacifique de la société civile pour résister à la politique israélienne de colonisation et d'apartheid contre les Palestiniens. Il n'est pas étonnant que BDS trouve un écho retentissant en Tunisie avec son égalité des sexes, ses élections libres, son rôle de combat public et son absence de lobby militaire. La révolution de janvier 2011 qui a engendré le Printemps Arabe et la transition démocratique qui en est suivie en Tunisie sont largement dues à la vitalité et au dynamisme de la société civile, et l'Union générale tunisienne du travail a organisé et protégé les revendications de la société civile. Le syndicat de travailleurs a joué un rôle clé dans le quatuor du dialogue national qui a gagné le Prix Nobel de la Paix en 2015 pour sa contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste en Tunisie.

Les mêmes alliances dans la Révolution de 2011 ont conduit à la Victoire de BDS en Tunisie.

Les mouvements du *Cornelius A* suivent une ligne de navigation régulière de ZIM entre Haïfa (Israël) et Radès (Tunisie) en passant par le port de Valence (Espagne). Cette information était visible sur le site internet de ZIM, mais a été effacée le 3 août. Cela a vraisemblablement été fait pour camoufler les connexions entre Israël et la Tunisie. Cependant le 2 août, la campagne tunisienne de boycott a fait une capture d'écran du site internet de ZIM, et cette information est toujours disponible sur Google Cache (consultée le 15 août) ainsi que sur web.archive. Pourquoi ce camouflage ?

Les militants de Palestine et de Tunisie accusent le propriétaire turc du navire, la compagnie Arkas, de fournir à Israël un « cheval de Troie » pour qu'il puisse poursuivre son commerce avec la Tunisie, malgré et le boycott toujours valable des produits israéliens par les Arabes et le fait que le plus grand syndicat de Tunisie ait voté son soutien au mouvement BDS. TACBI dit que ZIM utilise un autre bateau des Caraïbes, appelé *Allegro*, pour faire entrer incognito des marchandises en Tunisie.

« La violation de la souveraineté nationale tunisienne, conduite par ZIM pour faciliter la circulation entre Haïfa et Radès, à l'import comme à l'export, est même plus importante que ce que la première découverte du *Cornelius A* [par la campagne tunisienne de boycott] a montré. Comme le *Cornelius A* dit Arkas, l'*Allegro* a fait depuis des mois, sinon des années, des voyages réguliers vers Radès, dans le cadre du programme de ZIM. »

Les militants tunisiens disent qu'il est particulièrement inacceptable qu'un bateau lié à Israël accoste en Tunisie alors qu'Israël maintient un blocus maritime sur la Bande de Gaza occupée. Le 29 juillet, les forces armées israéliennes ont arraisonné etquisitionné le *Al Awda*, l'un des deux bateaux qui transportaient des militants, des journalistes et des fournitures médicales pour essayer de briser le blocus de Gaza.

La Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel dit qu'Israël a travaillé étroitement avec les militants palestiniens et l'Union générale tunisienne du travail pour mettre un arrêt à ce qu'ils considéraient comme un effort persistant pour contourner le boycott. Malgré des preuves irréfutables, et ZIM et Arkas nient que l'affaire du *Cornelius A* ait quoi que ce soit à voir avec Israël. Pourtant, selon le Jerusalem Post, « le transporteur de conteneurs Arkas a annoncé en janvier 2014 qu'il fournirait des services réguliers à Ashdod [Israël]. Il était présenté à l'époque comme un « nouvel acteur du commerce maritime dit Israël » par le site web port2port.com. »

Il faut placer cet épisode tunisien dans le contexte plus large des syndicats et autres associations d'autres pays qui s'engagent dans le boycott des produits israéliens, spécialement ceux fabriqués dans les Territoires Palestiniens Occupés. Des dockers ont refusé dans le passé de charger ou de décharger des bateaux de ZIM à Suède en 2010 et à Long Beach et Oakland en 2014.

En 2017, la plus grande fédération de syndicats de Norvège a soutenu un boycott total d'Israël. Pour donner une idée de l'ampleur de ce soutien, cette fédération représente un quart de la population des travailleurs de Norvège. En 2016, le Bureau National américain des Relations du Travail a réaffirmé son rejet des accusations contre les 30.000 membres du syndicat de l'Union des Travailleurs de l'Electricité à cause de son soutien à BDS.

Federica Mogherini, Haute Représentante de l'UE pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité, a dit que l'UE protègeait fermement la liberté d'expression, y compris concernant les actions BDS menées sur le territoire de l'UE. En 2013, l'UE a adopté une directive contraignante pour ses 28 États, interdisant tout financement, coopération, attribution de bourses d'études, financement de recherches ou prix quiconque résidant dans les colonies juives de Cisjordanie et de Jérusalem Est.

Le droit de boycotter les produits israéliens est également largement reconnu par d'autres organisations. Comme rapporté dans The Electronic Intifada, des juristes internationaux, Human Rights Watch et Amnesty International ont dit clairement que les gouvernements qui facilitent ou s'engagent à commercer avec ou dans les colonies ne remplissent pas leurs obligations envers les droits de l'Homme.

Il devient de plus en plus visible que le combat pour les droits des Palestiniens est très efficacement mené, non par les pays hésitants qui ont chacun surtout à cœur leurs intérêts politiques, mais par les engagements d'associations de la société civile qui travaillent solidairement.

David Palumbo-Liu est le Titulaire de la chaire Louise Hewlett Nixon et professeur de Littérature comparée et, à titre gracieux, d'Anglais, à l'université de Stanford. Il a écrit trois livres universitaires et édité trois volumes académiques sur des questions relatives aux études culturelles, aux études ethniques et à la théorie littéraire. Ses derniers livres sont : *The Deliverance of Others : Reading Literature in a Global Age* (Duke UP, 2012), et un volume coédité, *Immanuel Wallerstein and the Problem of the World : System, Scale, Culture* (Duke UP, 2011). Il fait partie du Projet Intellectuel Public à Truthout, et blogue pour Salon, The Nation et The Huffington Post. Suivez le sur Twitter : @palumboliu (<https://twitter.com/palumboliu>).

Ahmed Abbas est directeur de recherches au Centre National français de Recherche Scientifique (CNRS) et à l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques (IHES) à Paris, et le Secrétaire de l'Association Française des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP).

Source : [TACBI](#). Publié initialement dans [Truthout](#) le 24 août 2018
Traduction : J.Ch. pour l'Agence Média Palestine,

date créée
2018/08/25